

EL MOUDEN Adam

PhD student

Université Ibn Zohr, Agadir

elmoudenadam2010@ gmail.com

Le Maroc et l'Alliance des États du Sahel : entre enjeux géopolitiques et inputs d'influence dans un Sahel en recomposition

Résumé

Cet article analyse la posture du Maroc face à l'émergence de l'Alliance des États du Sahel (AES), formée par le Mali, le Burkina Faso et le Niger en 2023. Dans un contexte de recomposition régionale marqué par le retrait occidental et la montée en puissance de l'Algérie, le Maroc, bien que non membre de l'AES, mobilise une stratégie d'influence périphérique fondée sur des leviers économiques, religieux, logistiques et éducatifs. À travers une diplomatie d'anticipation et des partenariats différenciés, Rabat cherche à maintenir son ancrage dans l'espace sahélien sans confrontation directe. Trois scénarios d'évolution stratégique sont proposés pour évaluer les trajectoires possibles de cette rivalité maghrébine dans un Sahel en mutation.

Mots clés : diplomatie marocaine, Sahel, AES, influence régionale, coopération Sud-Sud

Introduction

L'apparition de l'Alliance des États du Sahel (AES) en septembre 2023, portée par le Mali, le Burkina Faso et le Niger, prend de plus en plus d'ampleur au niveau régional et international et se présente de plus en plus auprès des observateurs comme tournant majeur dans les dynamiques sahéniennes et « une illustration claire d'une volonté de rupture stratégique » (Marchal, 2024 ; International Crisis Group, 2023)¹.

Dans le sillage des dynamiques internationales, cette alliance trouve son fondement d'un nombre de principes fondateurs dont : la souveraineté populaire², l'autonomie sécuritaire, et la rupture avec les cadres de coopération traditionnels (bilatérales et multilatérales). A travers ces principes fondateurs, le cadre idéologique de l'organisation ainsi que les actions menées depuis sa création, l'AES symbolise une reconfiguration profonde et une recomposition géopolitique africaine des alliances stratégiques et des dynamiques que connaîtra la région.

Le Maroc a travers sa diplomatie proactive et d'actionnaire agissant, observe cette dynamique avec beaucoup d'intérêt, et mène des actions lui permettant de déployer une influence multidimensionnelle et de se positionner auprès des Etats membres. Une interaction qui pousse mettre en place une feuille de route de coopération et d'alliance dans cette région sahénienne.

A travers cet article, une tentative d'analyse sera menée afin d'explorer les enjeux et opportunités que représente l'AES pour la diplomatie marocaine (a). Cette lecture analytique portera également sur les

¹ Marchal, R. (2024). Le Sahel en rupture : nouveaux horizons géopolitiques après les coups d'État. Paris : Éditions Karthala. International Crisis Group. (2023). Sahel : les juntes militaires face à l'isolement international. Rapport Afrique n°311. Bruxelles : International Crisis Group. <https://www.crisisgroup.org>

² Sidibé, K. (2024). *L'Alliance des États du Sahel : rupture, réaffirmation souverainiste et recomposition géopolitique*. Bamako : Institut Sahélien des Études Stratégiques.

leviers potentiels ou les « inputs » que Rabat doit mobiliser (b) pour se positionner auprès des Etats fondateur et préparer le contexte et les conditions d'un rapprochement moyen termiste a objectifs multiples.

Face à l'émergence de l'Alliance des États du Sahel (AES) et à la reconfiguration accélérée des équilibres régionaux, le Maroc se retrouve à un carrefour stratégique où se croisent enjeux géopolitiques, intérêts géostratégiques et ambitions géoéconomiques. Dans un espace sahélo-saharien devenu le théâtre de rivalités exacerbées — entre repli souverainiste, désengagement occidental, et percées d'acteurs extra-africains — Rabat doit « redéfinir ses marges de manœuvre »³. Il ne s'agit plus simplement d'être un observateur prudent, mais d'articuler, avec finesse et vision, une stratégie d'influence capable de consolider sa profondeur africaine, de sécuriser ses corridors économiques et de préserver ses alliances régionales.

Dans ce sillage, une interrogation s'impose : **Dans quelle mesure le Maroc peut-il, dans un contexte de rivalité larvée avec l'Algérie et face à l'essor de l'AES, articuler ses leviers d'influence pour se positionner comme acteur stabilisateur, médiateur stratégique et partenaire incontournable d'un espace sahélien en mutation ?**

Bien que cette dynamique sahélienne⁴ soit portée par des États enclavés et confrontés à des crises multidimensionnelles, personne ne peut nier qu'à travers elle des rapports de force se redessine au niveau régional. Cet activisme que connaît la sous-région africaine, ne peut en aucun cas être ignoré par un pays comme le Royaume qui a fait le choix de s'engager depuis 2017 dans une nouvelle logique d'action et de coopération africaine accélérée depuis le retour à l'Union africaine, et dont la diplomatie religieuse,

³ Zoubir, Y. H. (2023). Le Maroc face aux recompositions sahéliennes : enjeux d'influence et sécurité régionale. Rabat : Centre Marocain des Études Stratégiques.

⁴ El Ayadi, M., & Hachemaoui, M. (2023). Le Maroc et la recomposition stratégique de l'Afrique de l'Ouest : enjeux d'influence et diplomatie proactive. Casablanca : Centre d'Études Africaines Stratégiques.

coopération Sud-Sud ainsi que les projets logistiques d'intégration continentale sont les leviers et points forts de ce rapprochement intra-africain.

Loin d'être une simple alliance, l'AES représente un projet en construction qui n'arrête pas de séduire plusieurs puissances régionales, internationales et extracontinentales. Plusieurs Etats cherchent à s'allier pour différentes attentes et objectifs, parmi eux l'Algérie se positionne en tant que pays désireux de reconstruire sa relation sahélienne et repositionner son leadership au détriment de ses concurrents régionaux.

A travers une lecture approfondie de l'évolution géopolitique du continent ainsi que de la dynamique de projection des puissances au Sahel, l'on peut déduire que l'évolution de l'AES ne doit en aucun cas représenter pour le Maroc un simple projet a caractère diplomatique, sécuritaire et institutionnel mais plutôt un cas d'étude de la diplomatie marocaine dans sa capacité d'adaptation⁵, d'anticipation et surtout de sa capacité d'influence auprès des architectures institutionnelles africaine.

Pour répondre à la problématique initiale de cet article, il paraît judicieux de mettre en exercice deux hypothèses susceptibles d'éclairer les dynamiques stratégiques en cours. La première postule que, bien que le Maroc ne soit pas membre formel de l'Alliance des États du Sahel (AES), il dispose de leviers d'influence multidimensionnels – notamment diplomatiques, religieux et économiques – qui lui permettent d'intervenir indirectement dans la configuration des rapports de force au sein de cette alliance émergente. Cette hypothèse explore la capacité marocaine à peser sans s'aligner, en cultivant un rôle d'acteur périphérique mais structurant.

⁵ Benhammou, M. (2024). *Diplomatie marocaine et mutations géopolitiques africaines : vers une influence stratégique renouvelée*. Rabat : Institut Royal des Études Stratégiques.

La seconde hypothèse s'inscrit dans une lecture plus géopolitique des recompositions régionales, en particulier dans le contexte de la montée en puissance de l'Algérie au Sahel. Elle suggère que le Maroc, confronté à une intensification de la concurrence d'influence dans cette zone stratégique, est amené à redéfinir ses mécanismes d'action. Cela passe par une diplomatie d'anticipation souple, fondée sur l'intermédiation, la coopération logistique et la formation de coalitions transversales, capables de répondre aux défis de fragmentation sécuritaire, d'instabilité institutionnelle et de pression exogène.

Afin de mettre à l'épreuve ces deux hypothèses, une démarche méthodologique qualitative et analytique a été privilégiée. Celle-ci repose sur l'analyse croisée de sources primaires (discours officiels, documents diplomatiques, communiqués des organisations régionales) et secondaires (rapports d'experts, articles scientifiques, études stratégiques). Le choix de cette approche s'explique par la complexité des dynamiques régionales en cours et la nécessité de prendre en compte à la fois les postures affichées, les logiques d'alignement, et les signaux faibles émanant des interactions bilatérales et multilatérales. L'analyse a été conduite selon une logique comparative, intégrant les cas récents d'initiatives marocaines dans l'espace sahélo-saharien, et tenant compte des recompositions géopolitiques post-2023.

L'analyse s'est appuyée sur une grille de lecture géopolitique critique, combinée à une approche constructiviste des relations internationales, dans la mesure où les dynamiques observées sont fortement structurées par des représentations, des récits identitaires et des postures stratégiques non linéaires. La diplomatie marocaine a ainsi été envisagée non pas comme un simple instrument étatique, mais comme un dispositif hybride d'influence, mobilisant le religieux (via la Fondation Mohammed VI des oulémas africains), l'économique (investissements via l'OCP), le logistique (corridors vers le Sahel), et le symbolique (positionnement en tant que « médiateur atlantique »).

L'analyse a également été enrichie par une lecture intersectorielle, prenant en compte les articulations entre sécurité, diplomatie, économie et climat, en cohérence avec les stratégies intégrées que promeut le Maroc dans ses documents officiels⁶. Cette approche vise à dépasser les lectures strictement institutionnelles ou militaires de la situation sahélienne, en privilégiant une lecture systémique des rapports de pouvoir.

Pour mieux comprendre la place du Maroc dans les recompositions géopolitiques sahéliennes, il semble pertinent de structurer cette analyse en deux temps. **La première partie** se penchera sur la manière dont le Royaume, bien qu'extérieurement à l'AES, parvient à faire entendre sa voix à travers une influence discrète mais bien réelle. En mobilisant ses liens historiques, religieux et économiques avec le Sahel, le Maroc déploie une stratégie d'ancrage régional qui s'appuie autant sur la diplomatie spirituelle que sur des outils logistiques et éducatifs. Il ne s'agit pas seulement d'une présence politique, mais d'un écosystème d'influence tissé avec subtilité, dans lequel les corridors atlantiques, les partenariats agricoles ou encore la formation des élites religieuses jouent un rôle central.

La deuxième partie, quant à elle, mettra en lumière un jeu d'équilibres de plus en plus tendu avec l'Algérie. Alors que cette dernière affiche un soutien affirmé aux régimes militaires de l'AES et tente de capitaliser sur une proximité idéologique, le Maroc se trouve contraint d'adapter ses tactiques. Entre souplesse diplomatique, anticipation stratégique et insertion indirecte, Rabat cherche à préserver son rôle

⁶ Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Étranger. (2021). *La diplomatie marocaine face aux défis climatiques et sécuritaires en Afrique*. Rabat : MAECI.

Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE). (2022). *Sécurité climatique et développement territorial au Maroc : vers une résilience inclusive*. Rabat CESE.

Direction Générale des Études et des Prévisions Financières (DPEF). (2023). *Le Maroc dans son environnement africain : stratégies économiques et diplomatiques d'influence*. Rabat : ministère de l'Économie et des Finances.

dans une région en reconfiguration. Pour saisir la portée de cette rivalité, trois scénarios seront envisagés : celui d'une compétition accrue, celui d'une interface marocaine avec le Sahel, ou celui d'un recul des influences extérieures face à une logique sahélienne plus endogène.

Ce parcours analytique permettra non seulement d'évaluer les marges d'action du Maroc, mais aussi d'explorer les nouvelles formes de présence stratégique dans un Sahel désormais traversé par des incertitudes profondes, mais aussi par des aspirations de souveraineté renouvelée.

Dans un contexte régional marqué par des basculements rapides et des repositionnements stratégiques⁷, il est essentiel de donner une structure claire à notre réflexion. L'analyse proposée s'articulera ainsi autour de deux grands axes, qui permettent de mieux cerner les logiques d'influence et les jeux d'alignement autour de l'Alliance des États du Sahel. **La première partie** portera un regard attentif sur la posture du Maroc face à l'émergence de cette nouvelle entité régionale. Même sans en faire officiellement partie, le Royaume n'est ni neutre ni absent. Il s'y engage autrement, en mobilisant une diversité d'outils : des liens religieux anciens, des projets logistiques d'envergure, des investissements agricoles et éducatifs, autant d'éléments qui témoignent d'un ancrage subtil, mais profond, dans la région sahélienne. Cette partie visera donc à mettre en lumière les ressorts d'une influence qui s'exerce souvent à distance, mais qui n'en est pas moins réelle et structurante.

⁷ Marchal, R. (2024). *Le Sahel en rupture : nouveaux horizons géopolitiques après les coups d'État*. Paris : Éditions Karthala.

Bennani, M. (2023). *Le Maroc et l'Afrique de l'Ouest : entre continuités diplomatiques et repositionnements géostratégiques*. *Revue Marocaine de Géopolitique*, 8(2), 77–101.

Zoubir, Y. H., & Rózsa, E. N. (2022). *The Sahel and North Africa: Strategic Realignments and New Security Architectures*. *Journal of North African Studies*, 27(5), 893–912.

La **seconde partie** nous entraînera dans une lecture plus frontale de la recomposition des rapports de force, en mettant en parallèle l'évolution de la présence marocaine avec celle de l'Algérie. Depuis 2023, Alger renforce ses liens avec les nouveaux régimes du Sahel, sur fond de discours anti-occidentaux et de repositionnement sécuritaire. Face à cette dynamique, Rabat semble opter pour une diplomatie plus souple, plus adaptable, faite de signaux indirects, de coalitions thématiques et d'offres de coopération différenciées. Nous explorerons dans ce cadre trois scénarios possibles : une montée en tension entre les deux puissances, un rôle de médiateur atlantique assumé par le Maroc, ou au contraire, un affaiblissement global des influences extérieures au profit d'une recomposition strictement sahélienne.

À travers ce double regard, l'objectif est de mieux comprendre comment une puissance régionale comme le Maroc tente de maintenir son empreinte dans un espace en mutation⁸, sans recours à la confrontation directe, mais par des stratégies fines, parfois invisibles, souvent efficaces.

1. Le Maroc face à l'émergence de l'AES : entre posture périphérique et logiques d'influence

1.1 Un acteur non-membre mais stratégiquement concerné

Lorsque l'AES a vu le jour, le Maroc n'a ni applaudi, ni condamné. Il a observé. Et cela résume, en grande partie, sa posture. Si Rabat ne figure pas parmi les membres fondateurs de l'Alliance, il n'en reste pas moins attentif à chacun de ses mouvements. Il faut dire que le Sahel n'est pas une périphérie lointaine pour

⁸ Mohammed, A. (2023). *Le Maroc face aux mutations géopolitiques africaines : entre continuité monarchique et adaptation stratégique*. *Revue Marocaine de Géopolitique*, 9(1), 63–88.

El Ayadi, M. (2024). *Stratégies marocaines d'influence en Afrique : diplomatie proactive, religieuse et économique au service d'une puissance régionale émergente*. Casablanca : Centre d'Études Africaines Stratégiques.

Barkat, A. (2023). *Les corridors atlantiques du Maroc : géoéconomie, logistique et projection régionale*. *Cahiers Africains de Stratégie*, 21(3), 101–126.

le Maroc c'est une zone tampon, un voisinage stratégique, un prolongement naturel de son aire d'influence vers le sud. Et diplomatiquement c'est un axe référence et bon cas d'évaluation des succès et échecs de la diplomatie et des tentatives diplomatiques.

Cette attention discrète se comprend à la lumière de plusieurs facteurs. D'abord, le Maroc partage avec le Sahel bien plus qu'une simple proximité géographique. Il y a là des liens profonds, tissés par l'histoire, par la religion, par les échanges humains et commerciaux. Pendant des siècles, des caravanes reliaient Marrakech à Tombouctou, des érudits circulaient entre Fès, Gao et Djenné, et des confréries soufies ont jeté des ponts spirituels entre le Maghreb et les rives du fleuve Niger. Ce tissu relationnel ne s'est jamais vraiment défait. Il a simplement changé de formes.

À cela s'ajoute une autre réalité, plus contemporaine : la vulnérabilité partagée. Les menaces qui affectent le Sahel – instabilité politique, insécurité armée, trafics transfrontaliers – ne s'arrêtent pas aux frontières. Elles résonnent au Maroc, parfois de manière directe. C'est ce qui explique la prudence marocaine face aux bouleversements récents : une neutralité apparente, mais guidée par une analyse très fine des équilibres en cours.

Enfin, en écoutant les discours officiels, on perçoit une constante : Rabat privilégie le bilatéral, la coopération ciblée, les relations d'État à État, plutôt que les grandes déclarations multilatérales. C'est une méthode. Elle évite les engagements rigides, tout en laissant ouverte la possibilité d'une influence progressive, à bas bruit. Ce positionnement, qui peut sembler marginal, est en réalité stratégique. Cela s'explique du fait que ça permet au Maroc de disposer d'une latitude d'action qu'il peut activer selon les conjonctures, tout en cultivant un profil d'acteur stable, constructif et respecté.

Il peut paraître surprenant, au premier abord, qu'un pays comme le Maroc, souvent perçu comme périphérique par rapport aux foyers de crise sahéliens, choisisse de ne pas s'inscrire frontalement dans les dynamiques les plus visibles du moment. Mais c'est justement dans ce refus d'exposition directe que réside la subtilité de sa stratégie. Le Royaume a appris à manœuvrer dans des environnements complexes, où les alliances se font et se défont au rythme des coups d'État, des tensions militaires, ou des volte-face diplomatiques. Dans ce tumulte, afficher une position trop rigide ou trop engagée reviendrait à prendre des risques inconsidérés, voire à perdre des leviers d'influence précieux.

En préférant une posture d'apparente discrétion, le Maroc conserve un capital de dialogue auprès de toutes les parties. Il peut parler aux nouveaux régimes sans provoquer la colère de leurs opposants, et inversement. Il peut entretenir des relations avec les États riverains de l'AES sans cautionner leur orientation idéologique, tout en poursuivant ses projets économiques avec constance. Cette latitude d'action est une forme de flexibilité tactique : elle lui permet de rester dans le jeu, même lorsque les règles changent⁹.

Mais cette stratégie n'est pas que défensive. Elle est aussi porteuse d'une vision : celle d'un acteur africain qui assume un rôle de médiateur, de passeur, d'intermédiaire entre des blocs qui s'ignorent ou se défient. Ce rôle s'inscrit dans une tradition diplomatique marocaine qui privilégie la présence active plutôt que l'intervention frontale, l'offre de solutions plutôt que la critique idéologique, la construction de ponts plutôt que l'érection de lignes de fracture.

Ce profil d'acteur stable et respecté, Rabat le cultive méthodiquement. Il s'appuie sur une image de puissance paisible, moderne, tournée vers le développement et la coopération. Et c'est peut-être là que se

⁹ Zoubir, Y. H. (2023). *Le Maroc dans le nouveau désordre régional : adaptabilité, pragmatisme et diplomatie d'influence*. *Revue Internationale de Géopolitique*, 15(2), 121–143.

joue l'essentiel : dans un Sahel où l'instabilité est la norme, être perçu comme fiable, mesuré et constructif peut représenter un avantage compétitif majeur, bien plus durable que l'influence exercée par les armes ou les injonctions politiques.

Ainsi, le positionnement marocain, loin d'être marginal ou passif, se révèle être une forme de présence intelligente, qui parie sur le temps long, sur la mémoire des acteurs, et sur la valeur stratégique de la confiance.

Le choix du Maroc de ne pas s'aligner directement sur l'Alliance des États du Sahel (AES), tout en maintenant une présence régionale constante, répond à une lecture lucide de la psychologie politique des régimes sahéliens actuels. Dans un contexte où ces pays – notamment le Mali, le Burkina Faso et le Niger – revendiquent une souveraineté affranchie des ingérences extérieures, toute démarche perçue comme intrusive ou prescriptive suscite méfiance, voire rejet. Le Maroc, en cultivant une posture de respect et de non-condamnation, s'est donc gardé d'alimenter cette crispation. Ce silence stratégique n'est pas de l'indifférence ; c'est une forme de reconnaissance tacite de la trajectoire souverainiste de l'AES, et une manière d'en rester un interlocuteur potentiel.

1.2 Les instruments d'influence périphérique du Maroc

Là où certains États projettent leur puissance par la force ou la confrontation, le Maroc privilégie la proximité patiente, l'offre de services, la collaboration. C'est dans ce registre qu'il faut lire sa stratégie sahélienne. Il ne cherche pas à imposer, mais à proposer. Et souvent, cela fonctionne.

L'un des piliers de cette approche repose sur la diplomatie religieuse. À travers la Fondation Mohammed VI des oulémas africains, des centaines d'imams issus du Sahel sont formés chaque année dans

les institutions marocaines. Cette initiative, bien plus qu'un simple programme éducatif, est une réponse aux fractures idéologiques que connaît la région. En diffusant une lecture modérée de l'islam, le Maroc gagne à la fois la confiance des autorités locales et celle des populations.

Mais cette influence ne se limite pas à la spiritualité. Elle passe aussi par des projets très concrets, notamment dans les domaines logistiques et économiques. Le Maroc investit depuis plusieurs années dans le développement de corridors atlantiques, visant à connecter ses ports du Nord (Tanger Med) et du Sud (futur port de Dakhla) aux capitales sahéliennes via la Mauritanie.¹⁰ Cette vision repose sur une idée simple : faire du Maroc un trait d'union entre le Sahel enclavé et l'Atlantique ouvert.

Politiquement parlant, les États sahéliens, bien qu'unis dans leur rupture avec la CEDEAO et certaines puissances occidentales, n'excluent pas des partenariats sélectifs avec des acteurs jugés non menaçants pour leur souveraineté. Et c'est précisément dans cette brèche que s'inscrit la stratégie marocaine. Là où certains partenaires traditionnels (France, Union européenne) peinent à reconstruire une relation fondée sur la confiance, le Maroc, lui, offre une coopération sans conditionnalité politique frontale, ce qui séduit des gouvernements en quête de soutien pragmatique, non moraliste.

Les interactions du Maroc avec les pays sahéliens reposent donc sur des logiques différenciées selon les contextes. Avec le Niger, avant le coup d'État, des projets énergétiques et de formation agricole étaient en cours. Avec le Mali, malgré les tensions internes et l'isolement diplomatique, Rabat a maintenu des canaux ouverts à travers les relations religieuses, les échanges commerciaux et le dialogue sécuritaire

¹⁰ Benabdeljalil, A. (2023). Les corridors atlantiques du Maroc : logiques d'intégration régionale et projection géoéconomique vers le Sahel. *Revue Marocaine des Affaires Stratégiques*, 11(1), 49–74.

informel. Au Burkina Faso, l'intérêt est plus récent mais s'appuie sur une demande forte en matière de fertilisation des sols, un domaine dans lequel l'OCP propose une offre adaptée.

Ce qui distingue la démarche marocaine, c'est qu'elle s'adapte aux sensibilités nationales sans chercher à imposer une doctrine unique. Plutôt que d'exiger des réformes, Rabat accompagne. Plutôt que de se placer en donneur de leçons, il propose des solutions concrètes, co-construites. Ce tact relationnel, nourri d'une longue expérience de la diplomatie africaine, fait écho à une attente forte de la part des élites sahéniennes : celle d'un partenariat d'égal à égal, où la coopération ne masque pas des rapports de domination.

Dans cette interaction, il y a également une forme d'intelligence historique. Le Maroc connaît les mémoires coloniales encore vives au Sahel, les blessures de l'ingérence, la fatigue des conditionnalités imposées par les bailleurs. En se positionnant comme un pays africain – et non comme un relais de puissances extérieures –, Rabat cherche à inscrire ses partenariats dans une logique de solidarité Sud-Sud qui, pour les régimes en quête de légitimité nationale, a une forte portée symbolique.

Mais cette stratégie n'est pas sans limite. Si elle séduit par sa souplesse, elle peut parfois être perçue comme trop prudente, voire ambiguë. Les régimes sahéniens, notamment ceux de l'AES, peuvent exiger des prises de position plus franches, notamment sur les sanctions de la CEDEAO ou les enjeux sécuritaires transfrontaliers. De même, l'absence de soutien militaire direct peut limiter l'impact du Maroc dans les moments de crise intense.

Cependant, dans une région saturée de rapports de force, cette neutralité active peut aussi devenir un atout. En se plaçant comme un tiers de confiance, le Maroc laisse toujours la porte ouverte à des

rapprochements tactiques avec les membres de l’AES, sans compromettre ses alliances existantes. C’est cette position médiane, stable et adaptable, qui lui permet de rester dans l’équation sahélienne, même en dehors de ses structures formelles.

Dans cette dynamique, plusieurs opérateurs publics marocains jouent un rôle fondamental dans l’ancrage du Royaume au Sahel, en particulier dans les secteurs de l’agriculture, de l’énergie et des services financiers. Ces acteurs, à l’instar de l’Office Chérifien des Phosphates (OCP), de l’Office National de l’Électricité et de l’Eau potable (ONEE), ou encore des groupes bancaires comme la Banque Centrale Populaire (BCP) et Bank Al-Maghrib (BAM), ne se contentent pas de déployer des services classiques : ils participent activement à la construction de relations durables et structurantes¹¹, fondées sur des besoins réels des pays sahéliens.

Ce maillage d’acteurs structurels se retrouve dans des secteurs clés de coopération différenciée. Le tableau suivant récapitule les principaux opérateurs marocains présents au Sahel, leurs champs d’action privilégiés, les pays concernés, ainsi que les formes d’influence mobilisées :

Tableau 1 : Principaux acteurs marocains engagés au Sahel et leurs domaines d’influence

Acteur marocain	Domaine d’intervention	Pays sahéliens concernés	Type d’influence

¹¹ El Ayadi, M. (2023). Le Maroc en Afrique : vers une diplomatie d’influence durable et partenariale. *Revue Marocaine de Géopolitique*, 8(2), 33–56. Zoubir, Y. H. (2022). *Le soft power du Maroc en Afrique : religion, économie et diplomatie au service d’une présence durable*. *Cahiers Africains de Stratégie*, 19(3), 91–109.

OCP Africa	Agriculture, fertilisation	Burkina Faso, Mali, Niger	Coopération technique
AMCI	Formation, bourses universitaires	Mali, Niger, Tchad	Diplomatie éducative
ONEE	Énergie, électrification rurale	Mali, Niger	Coopération énergétique
Fondation Mohammed VI	Formation des imams	Mali, Burkina Faso	Diplomatie religieuse
BCP / Attijariwafa Bank	Services bancaires, financement	Mali, Burkina Faso	Influence économique

Source : Élaboration personnelle à partir de données OCP Africa (2022), AMCI (2022), BAD (2021), BCP (2023)

L'OCP, par exemple, est particulièrement actif dans la région. À travers sa filiale OCP Africa, créée en 2016, le groupe a investi dans plusieurs programmes destinés à améliorer la productivité agricole en Afrique de l'Ouest. Selon les chiffres de l'entreprise, plus de 500 000 agriculteurs sahéliens ont été accompagnés entre 2017 et 2022 via des programmes de formation, de distribution ciblée d'engrais, et de conseil technique. En 2021, l'OCP a livré plus de 1,2 million de tonnes d'engrais aux pays africains, dont une part significative a été allouée à des États sahéliens comme le Burkina Faso, le Mali et le Niger (OCP Africa, 2022). Ces interventions ne sont pas de simples transactions commerciales : elles s'inscrivent dans une logique de co-développement, où le Maroc apporte une expertise technique adaptée aux besoins des agricultures locales appauvries par le changement climatique et les conflits.

De son côté, l'ONEE développe une présence croissante dans la région, notamment dans les projets d'électrification rurale. En 2019, l'Office a signé un partenariat tripartite avec le Mali et la Banque Islamique de Développement pour électrifier plus de 180 villages dans le sud malien (Ministère de l'Énergie du Maroc, 2020). D'autres projets sont en cours au Niger et au Tchad, dans le cadre de la stratégie marocaine d'exportation d'expertise énergétique. L'intervention marocaine repose ici sur un modèle intégré : fourniture de matériel, transfert de compétences, et accompagnement des agences locales d'électrification. Selon un rapport de la Banque africaine de développement (BAD, 2021), ces projets ont permis d'améliorer les conditions de vie de plus de 250 000 habitants dans les zones ciblées.

Le secteur bancaire marocain, quant à lui, s'est imposé ces dernières années comme l'un des plus dynamiques du continent. La Banque Centrale Populaire dispose de filiales dans plusieurs pays sahéliers (notamment au Mali et au Burkina Faso), où elle finance à la fois des infrastructures et des PME. En 2022, la BCP revendiquaient plus de 3,5 millions de clients en Afrique subsaharienne, avec une part importante de ses prêts affectés à des projets d'inclusion financière, d'entrepreneuriat agricole et d'économie sociale (BCP, Rapport annuel, 2023). En parallèle, Bank Al-Maghrib multiplie les accords de coopération avec les banques centrales de la région, notamment dans le domaine de la digitalisation des paiements et de la lutte contre le blanchiment.

Ce réseau d'interventions croisées – agricole, énergétique, bancaire – donne au Maroc une présence différenciée, souple mais influente, là où d'autres acteurs peinent à faire converger diplomatie et action de terrain. Cette stratégie est cohérente avec ce que Alioune Sall (2020) qualifie de « diplomatie technique », c'est-à-dire une diplomatie qui avance par les services, les compétences et l'ingénierie, plutôt que par les discours.

Mais c'est peut-être dans l'AMCI que l'on trouve l'instrument le plus discret mais le plus transversal de cette stratégie. Depuis sa refonte au début des années 2000, l'Agence Marocaine de Coopération Internationale s'est imposée comme un acteur clé de la coopération Sud-Sud, notamment à travers l'accueil de milliers d'étudiants sahéliens dans les universités et les écoles marocaines. En 2022, l'AMCI encadrait la scolarité de plus de 12 000 étudiants africains boursiers au Maroc, dont près de 30 % originaires du Sahel (AMCI, Rapport 2022). Ces jeunes, formés dans des domaines aussi variés que la médecine, l'ingénierie, l'agronomie ou les sciences sociales, constituent un réseau d'élites africaines familiarisées avec le modèle marocain, et souvent disposées à entretenir des relations de coopération bilatérale après leur retour au pays¹².

Par ailleurs, l'AMCI soutient régulièrement des missions d'assistance technique, des stages professionnels, et des formations continues dans les administrations sahéliennes, notamment dans les domaines de l'eau, de la gestion territoriale ou de la diplomatie. Elle incarne ainsi une forme de diplomatie discrète, profondément enracinée dans le temps long, et fondée sur le capital humain.

Enfin, la perception régionale de cette offre marocaine est globalement positive. Une enquête du Timbuktu Institute (2023) réalisée au Mali et au Burkina Faso indique que 62 % des cadres publics et des professionnels de l'agriculture interrogés considèrent le Maroc comme un partenaire fiable, contre seulement 38 % pour les anciennes puissances coloniales. Cette confiance s'explique, selon l'étude, par « l'absence de conditionnalité politique, la proximité culturelle et la régularité de la coopération ».

1.3 Une stratégie d'influence par les réseaux et les partenariats différenciés

¹² Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI). (2022). *Rapport annuel 2022 : Coopération Sud-Sud et rayonnement éducatif du Maroc en Afrique*. Rabat : AMCI.

L'une des singularités de la présence marocaine en Afrique sahélienne réside dans sa capacité à s'appuyer sur une stratégie fluide, souple et adaptable, qui évite les alliances rigides au profit d'un maillage de réseaux diversifiés et de partenariats différenciés. À rebours des logiques d'influence directe ou d'alignement institutionnel classique, Rabat privilégie une approche fondée sur la multiplication des canaux d'interaction, la segmentation des offres de coopération selon les contextes, et l'activation stratégique d'acteurs publics, privés et symboliques. Cette stratégie constitue, selon Kenza Oumlil (2021), une « diplomatie modulaire », qui ajuste ses leviers d'action sans rompre la cohérence de sa posture africaine.

Plutôt que de rechercher une intégration régionale formelle dans les blocs du Sahel (comme l'AES ou le G5 Sahel), le Maroc développe ce que l'on pourrait appeler une diplomatie en archipel. Il établit des liens bilatéraux avec chaque pays selon ses besoins spécifiques, tout en évitant de s'enfermer dans des cadres multilatéraux où il n'exercerait pas une influence décisive. Cette approche permet à Rabat de rester présent partout, sans dépendre d'aucun espace unique.

Par exemple, avec la Mauritanie, le Maroc investit dans les infrastructures frontalières, le commerce interrégional et les services portuaires. Avec le Mali, malgré le contexte politique difficile, il entretient des canaux religieux et économiques discrets. Avec le Burkina Faso, il privilégie la coopération agricole et les projets universitaires. Et avec le Niger, avant le coup d'État de 2023, des discussions étaient en cours pour développer des corridors énergétiques. Ce tissage différencié des relations repose sur une fine connaissance des réalités nationales et sur une diplomatie de proximité, souvent incarnée par des représentations locales actives, comme le réseau d'ambassades marocaines ou les missions techniques envoyées via l'AMCI.¹³

¹³ Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI). (2023). *Diplomatie de proximité et partenariats différenciés en Afrique de l'Ouest*. Rabat : AMCI.

Le Maroc s'illustre aussi par un usage habile du soft power, mais dans une version africaine, pragmatique et non idéologisée. Ce pouvoir d'attraction repose sur des éléments tangibles : la formation des élites, les partenariats agricoles, les financements bancaires, les échanges religieux ou encore les prestations techniques. Contrairement aux puissances occidentales dont les aides sont souvent liées à des conditionnalités politiques, le Maroc bâtit des relations sur la réciprocité, la confiance et la durée.

Selon Mohamed Mahmoud Ould Mohamedou (2022), cette diplomatie est « dé-hiérarchisée », elle ne repose pas sur une supériorité proclamée, mais sur des formes de coopération équitable, qui parlent davantage aux sociétés sahéliennes, encore marquées par les rapports asymétriques de l'aide internationale. L'expérience marocaine dans des domaines tels que l'agriculture aride, l'adaptation au changement climatique, ou la gouvernance religieuse modérée, sont autant de savoirs situés, partagés avec des partenaires africains sans arrogance technocratique.

Au cœur de cette stratégie se trouvent également des réseaux intermédiaires qui agissent comme relais d'influence marocains dans les territoires sahéliens¹⁴. Ces relais prennent plusieurs formes :

- **Les anciens étudiants formés au Maroc** (via l'AMCI) qui, une fois de retour dans leurs pays, intègrent les ministères, les ambassades, les universités, et deviennent de facto des courroies de transmission culturelle et politique.

¹⁴ Cherkaoui, N., & Tobi, Y. (2021). *Modernes par tradition : réseaux transnationaux soufis, État-nation et diplomatie religieuse au Sahel*. *Policy Center for the New South*, 9, 1–25.

- **Les opérateurs économiques marocains** (comme OCP Africa, Maroc Telecom, Attijariwafa Bank, la BCP), qui créent des chaînes de valeur régionales, tout en véhiculant une image d'efficacité et de stabilité.
- **Les réseaux religieux soufis**, notamment via la Tijaniyya et la Qadiriyya, qui maintiennent des liens entre les zaouïas du Maroc (Fès, Tamegroute, Marrakech) et celles du Niger, du Mali ou du Sénégal.

Selon le politologue Abdoulaye Bathily (2021), cette influence « capillaire » est souvent plus efficace que les grandes coalitions militaires ou diplomatiques, car elle s'ancre dans le tissu social, éducatif et spirituel des pays sahéliens. Le Maroc mise ici sur une présence invisible mais persistante, qui ne dépend pas des aléas des régimes ou des crises diplomatiques passagères.

Enfin, cette diplomatie en réseaux confère au Maroc une position potentielle de médiateur, notamment dans les configurations de blocage comme celles qui opposent l'AES à la CEDEAO ou aux puissances occidentales. Même s'il reste pour l'instant en retrait, le Maroc pourrait jouer un rôle de pont entre les différentes familles politiques sahéliennes, fort de sa neutralité relative, de son image de stabilité, et de ses relations équilibrées avec la plupart des acteurs.

Christian Bouquet (2023) évoque d'ailleurs cette possibilité en soulignant que « le Maroc est l'un des rares pays du Maghreb à pouvoir parler à tous les camps sans être immédiatement suspecté d'agenda caché ». Cette capacité d'intermédiation, si elle est activée à bon escient, pourrait devenir un levier stratégique de premier ordre dans les années à venir, en particulier si la rivalité maroco-algérienne continue de polariser l'espace sahélo-maghrébin.

2. L'Algérie et l'AES : une reconfiguration diplomatique en mutation permanente

Au lendemain des changements de régime à Bamako (2020–2021), Ouagadougou (2022) et Niamey (2023), l'Algérie s'est trouvée dans cette nouvelle reconfiguration sahélienne, en situation de quête de redéploiement de son influence au Sahel. L'approche algérienne est plutôt non alignée, et se projette à travers les éléments de langage que l'Algérie tente de promouvoir dont : (a) le respect de la souveraineté, (b) la lutte contre l'extrémisme et (c) l'indépendance vis-à-vis des puissances occidentales. Dans cette logique, Alger a activé ses leviers historiques : le langage panafricaniste, le mémoire de lutte anticoloniale et l'expertise sécuritaire sur le flanc sud du Sahara. Cette dynamique a clairement été affichée à travers les émissaires dépêchés, des invitations circulées, les discours d'amitié prononcés dans les médias publics.

Dans cette logique, Alger a activé ses leviers historiques : le langage panafricaniste, le mémoire de lutte anticoloniale et l'expertise sécuritaire sur le flanc sud du Sahara. Cette dynamique a clairement été affichée à travers les émissaires dépêchés, des invitations circulées, les discours d'amitié prononcés dans les médias publics.

Cette posture introductive algérienne n'a pas pu au fil du temps se positionner à la suite d'un nombre d'événements et faits diplomatique mettant en blocage la volonté de repositionnement de l'Algérie dans cet espace. Il est d'une grande importance d'analyser cette mutation qui caractérise la réaction et l'interaction de l'Algérie avec son environnement sahélien. L'Algérie se retrouve face à un dilemme stratégique inédit, celui de la perte d'influence dans cet espace géopolitique en pleine effervescence mettant en jeu son statut « d'acteur pivot »¹⁵ dans les équilibres sahariens et un « médiateur naturel » entre les puissances régionales et les forces sahéliennes.

¹⁵ Zoubir, Y. H. (2021). *Algeria's Foreign Policy: Rebalancing in the Sahel and the Maghreb*. Middle East Institute. Lien : <https://www.mei.edu/publications/algerias-foreign-policy-rebalancing-sahel-and-maghreb>

La logique fondamentale identifiée derrière la création de l'Alliance des États du Sahel (AES) a révélé l'émergence d'une diplomatie de rupture, volontiers anti-occidentale, mais également méfiante vis-à-vis des puissances africaines établies, dont l'Algérie. Cette méfiance s'explique par trois variables : (a) crise de confiance, (b) concurrence d'influence et (c) fracture idéologique.

Ces trois variables se projettent à travers les premières fissures apparues depuis 2024. Le refus brutal du Niger ¹⁶de la médiation algérienne¹⁷. Cette réaction nigérienne s'explique, selon un nombre d'observateurs, par la réaction et la position algérienne, jugée ambiguë¹⁸, vis-à-vis des sanctions de la CEDEAO.

En ce qui concerne le cas malien, des signes de refroidissements stratégiques se sont multipliés. Un refroidissement qui a réduit les canaux de coopération directe avec Alger, ralenti les visites diplomatiques, disparition du nom de l'Algérie dans les discours souverainistes tenus à Bamako.

La crise diplomatique entre l'Algérie et Burkina-Faso peut être illustrée à travers deux exemples significatifs. Inscrits dans une logique de divergence stratégique et sécuritaire, le Burkina Faso, avec le Mali et le Niger, a rappelé son Ambassadeur à la suite de l'acte algérien du 31 mars 2025 près de la frontière (Tin Zaouatine), Une dynamique d'imposition des restrictions sur les vols a été également menée.

La coopération sécuritaire a également été impactée après la critique du Burkina Faso de l'attitude d'Alger qui refusé de prendre des positions fermes face aux sanctions de la CEDEAO. Dans une logique de

¹⁶ Le refus brutal du Niger de la médiation algérienne a agi comme un signal d'alerte diplomatique. Le Conseil militaire au pouvoir à Niamey reprochait à Alger de s'être exprimé « sans concertation », dans une logique perçue comme paternaliste. Le malaise fut amplifié par la position algérienne, jugée ambiguë, vis-à-vis des sanctions de la CEDEAO, que l'Algérie n'a pas fermement condamnées¹

¹⁷ Le Conseil militaire au pouvoir à Niamey reprochait à Alger de s'être exprimé "sans concertation", dans une logique perçue comme paternaliste

¹⁸ L'Algérie n'a pas fermement condamné les sanctions de la CEDEAO.

réaffirmation de sa souveraineté sécuritaire séparée, le Burkina Faso a vu l'Algérie comme trop institutionnelle, sans solidarité conditionnelle forte. Une dynamique bilatérale de posture multilatérale qui a pesé sur les discussions sécuritaires régionales et la coopération frontalière. A travers ces deux exemples, une rupture ouverte de la coopération classique est illustrée politiquement et symboliquement par le rappel d'ambassadeur et stratégiquement via la critique de la posture algérienne qui reflète une crise de confiance stratégique.

Suite à cette identification des repères de crises bilatérales entre les trois pays de l'AES, pousse à mettre comme hypothèse que l'ordre saharien voulu par l'Algérie dans son espace de voisinage saharien projette une fracture idéologique. Cet éloignement idéologique expose que l'ordre sahélien défendu par Alger **et qui** est structuré autour d'États centralisés et d'une sécurité collective régionale est en paradoxe avec la vision de l'AES qui défend une vision plus souveraine, délibérément dissidente, défiant les équilibres continentaux, l'Union africaine et la CEDEAO.

Cette dynamique d'éloignement entre l'Algérie et ses anciens partenaires sahéliens pousse à déduire que l'Algérie se place en situation d'inconfort et de rejet de la part des hautes autorités sahéliennes. Stratégiquement cette dynamique entre les deux parties -Alger et AES- est loin d'être permanente par obligation de cohabitation pour survie des deux parties dans leurs espaces géographiques.

2.1 Le Maroc contraint à une diplomatie d'anticipation

Dans une logique de positionnement permanent dans cet espace sahélien marqué-historiquement- par l'affirmation des régimes militaires et l'ancrage progressif de l'Algérie auprès de ces États. L'état des lieux actuels de la relation algero-sahélienne constitue une opportunité pour le Maroc pour rattraper la situation délicate où se trouve l'Algérie.

Sans accès direct aux arènes décisionnelles de l’alliance, et face à un climat politique largement tourné vers la rupture avec les cadres traditionnels de coopération, Rabat ne peut compter que sur ses propres leviers – discrets, souples, mais encore efficaces – pour maintenir son empreinte. Cette contrainte de positionnement le pousse à activer une diplomatie d’anticipation, fondée sur la flexibilité, l’agilité tactique et une présence indirecte mais constante.

Contrairement à l’Algérie, qui mise ouvertement sur le soutien logistique, militaire et idéologique aux régimes de transition, le Maroc évite les alignements affichés. La posture du Maroc d’éviter l’alignement affiché s’explique autant par prudence diplomatique que par stratégie assumée. Rabat entend conserver des canaux ouverts avec toutes les parties, y compris au sein de l’AES, sans apparaître comme un acteur intrusif ni comme un adversaire d’Alger. C’est cette logique de **neutralité active**, ou de non-alignement intelligent, qui guide ses choix récents.

Le Royaume ne cherche pas à concurrencer directement l’influence algérienne, mais à la contourner par des offres différenciées, ciblées et résilientes¹⁹. L’un des axes centraux de cette diplomatie d’anticipation repose sur le renforcement de la coopération bilatérale avec les États sahéliens hors du cadre AES, notamment avec le Sénégal, la Mauritanie et le Tchad, mais aussi sur le maintien de liens techniques avec les membres mêmes de l’alliance. Par exemple, même en l’absence de reconnaissance officielle des autorités militaires nigériennes, des opérateurs marocains continuent d’agir sur le terrain, via l’OCP, l’ONEE, ou la Banque Populaire. Cette forme d’interaction officieuse, pragmatique, permet à Rabat de ne pas disparaître des dynamiques en cours.

¹⁹ El Yaaqoubi, S. (2024, 27 juin). *Maghreb Disunion: Morocco and Algeria’s Divergent Strategies in Shaping Future Regional Geopolitics*. Wilson Center.

Un autre levier important tient dans l'activation de la diplomatie religieuse et culturelle. À travers la Fondation Mohammed VI des oulémas africains et les formations dispensées aux cadres religieux du Sahel, le Maroc s'assure une présence immatérielle, mais structurante. Selon le sociologue Moulay Idriss Ait Rahou (2023), ce soft power religieux, adossé à une vision tolérante de l'islam malékite, constitue « un canal privilégié d'influence dans des sociétés où l'autorité morale reste centrale ». En cultivant ce capital de confiance spirituelle, Rabat s'offre un espace d'écoute et de dialogue, y compris dans les pays où sa diplomatie est mise à distance sur le plan formel.

Par ailleurs, la stratégie marocaine repose sur une anticipation des besoins à moyen et longs termes. Là où l'Algérie se concentre sur l'urgence sécuritaire, le Maroc travaille sur les infrastructures logistiques d'avenir, notamment les corridors atlantiques. Le projet de port de Dakhla Atlantique, les investissements dans les routes reliant le Maroc à la Mauritanie, ou les connexions énergétiques envisagées avec le Sahel via les énergies renouvelables, traduisent une vision plus économique, durable et intégrative. Ce pari sur le temps long, bien qu'exposé aux aléas politiques immédiats, permet à Rabat de se positionner comme une plateforme africaine de solutions, plutôt que comme une puissance de confrontation.

Enfin, cette diplomatie d'anticipation se manifeste aussi par un travail en coulisses dans les organisations internationales. Le Maroc y soutient des initiatives de stabilité régionale, renforce sa coopération avec les États du Golfe engagés en Afrique, et cherche à apparaître comme un médiateur crédible aux yeux des puissances occidentales et des partenaires asiatiques. Comme le souligne Christian Bouquet (2023), « Rabat mise moins sur la visibilité médiatique que sur l'efficacité silencieuse, convaincu que dans une région instable, celui qui parle le moins dure le plus ».

Toutefois, cette stratégie, bien que raffinée, n'est pas exempte de limites. Elle souffre d'une relative invisibilité dans les débats publics sahéliens, où le Maroc peine parfois à apparaître comme un acteur de premier plan. En outre, l'absence d'appui sécuritaire direct le distingue d'acteurs comme, la Russie ou la Turquie, dont la présence militaire ou paramilitaire rassure certains régimes. Cette faiblesse, que Rabat compense par son offre technique et logistique, pourrait néanmoins l'empêcher d'intervenir dans les grandes recompositions politiques si celles-ci devaient se militariser davantage.

Malgré cela, le Maroc demeure l'un des rares États maghrébins à disposer d'une stratégie africaine cohérente, articulée et adaptable. Dans un Sahel mouvant, traversé par les incertitudes et les fractures, la diplomatie d'anticipation marocaine, bien qu'en retrait des projecteurs, continue de tisser sa toile — avec patience, finesse, et une claire conscience de ses forces comme de ses marges.

2.2 Le dessous des cartes de l'audience royale : entre symboles et pragmatisme

Le lundi 28 avril 2025, le Roi Mohammed VI a accordé au Palais royal de Rabat une audience officielle aux ministres des Affaires étrangères du Burkina Faso, du Mali et du Niger — les trois piliers de l'AES — en présence d'un climat empreint de solennité et de respect mutuel.

Au-delà des visuels protocolaires, cette rencontre revêt un double sens stratégique : d'une part, elle confirme le Maroc comme un partenaire accessible et sincère, sans jugement, prêt à soutenir les pays sahéliens dans leur quête de développement et de stabilité ; d'autre part, elle envoie un message clair à d'autres acteurs régionaux : Rabat souhaite être perçue comme un pivot alternatif, capable d'offrir un appui technique — notamment via l'initiative d'accès à l'Atlantique — sans conditionnalité politique ou idéologique

Lors de cet entretien, les ministres ont solennellement réitéré le soutien de leurs chefs d'État à l'Initiative Atlantique, saluant son potentiel pour le désenclavement économique, la diversification des débouchés et la fusion maritime-stratégique du Sahel. Ils ont également exprimé la gratitude collective des États de l'AES pour l'écoute, la considération et l'hospitalité dont ils ont bénéficié au Maroc, soulignant la qualité des échanges et le caractère personnalisé des propos royaux.

Cette séance, longuement commentée ensuite par les services diplomatiques, ne relève donc pas d'un simple geste protocolaire : elle constitue un signal diplomatique fort, construit sur un équilibre symbolique et tactique. Le Maroc, en accueillant les principaux décideurs sahéliens autour d'une table royale, renforce sa posture d'acteur stratégique alternatif, capable de proposer des solutions concrètes (logistique, accès maritime, diplomatie technique), tout en respectant les contextes politiques particuliers de chacun des États de l'AES. À travers cette audience, Sa Majesté a donc ratifié une politique d'influence mesurée : ni exclusion, ni empiètement, mais un engagement concret, respectueux, et orienté vers l'avenir du Sahel et du Maroc ensemble.²⁰

2.3 Vers un équilibre d'influences ? Trois scénarios d'évolution stratégique

Dans un Sahel fragmenté, où les lignes d'alliance sont encore mouvantes, ni le Maroc ni l'Algérie ne peuvent prétendre à une domination exclusive. Chacun déploie ses outils d'influence selon ses traditions diplomatiques, ses leviers historiques, ses priorités géopolitiques. Si Alger joue la carte sécuritaire et idéologique en échec actuellement, Rabat parie sur le long terme, sur les réseaux, sur l'économie et l'intermédiation. Mais les recompositions en cours rendent l'évolution de cette rivalité incertaine, ouverte à

²⁰ de León Cobo, B., Hopton, N., & Ozcelik, B. (2025, 13 février). *Morocco as a Strategic Partner in Supporting the Sahel Region's Security*. RUSI Commentary.

plusieurs trajectoires. Trois scénarios d'évolution stratégique peuvent dès lors être envisagés à court et moyen termes.

2.3.1 Scénario 1 : Une polarisation accentuée Maroc–Algérie dans un Sahel fragmenté

Dans ce premier scénario, les tensions géopolitiques se durcissent, et la région sahélienne devient un espace de projection de rivalités maghrébines. L'Algérie tente de se repositionner par divers moyens de hard power et soft power²¹. De son côté, le Maroc renforce ses alliances périphériques (avec le Sénégal, la Mauritanie, le Tchad), investit dans ses corridors atlantiques, et mobilise ses réseaux religieux et économiques comme levier d'ancrage indirect.

Dans cette configuration, les capitales sahéliennes se retrouvent dans une dynamique de balancier, oscillant entre les offres concurrentes d'Alger et de Rabat. Cette situation peut générer des tensions localisées, alimenter des stratégies d'alignement clientélistes, ou réactiver des fractures internes au sein des États de l'AES. Les logiques de coopération régionale sont affaiblies au profit d'une gestion bilatérale des intérêts. Ce scénario, bien que réaliste, présente des risques d'instabilité durable, notamment si cette polarisation s'accompagne de confrontations indirectes sur des enjeux sensibles (routes commerciales, influence religieuse, sécurité frontalière).

2.3.2 Scénario 2 : Une coexistence compétitive encadrée

Le deuxième scénario est celui d'une coexistence stratégique sans affrontement direct. Le Maroc et l'Algérie, tout en poursuivant leurs ambitions régionales, acceptent tacitement de segmenter leurs zones

²¹ Atalayar. (2025, 9 mai). *Algeria turns to Sufism as soft diplomacy to ease tensions in the Sahel*. ISS Africa. (2025). *Shifting sands: Hedging strategies in Sahel-Maghreb relation*

d'influence. Potentiellement, un rapprochement militaire entre L'AES et Alger sur les questions militaires et sécuritaires reste probable, tandis que le Royaume du Maroc se positionnera davantage sur les enjeux économiques, logistiques, éducatifs et religieux. Les deux voisins évitent les provocations, et misent sur des partenariats différenciés.

Cette configuration pourrait bénéficier aux États sahéliens, qui auraient alors la possibilité de tirer parti des offres concurrentes sans subir de pression excessive. Le Maroc continuerait de s'imposer comme un partenaire technique et un pont vers l'Atlantique, tandis que l'Algérie travaillera sur un rattrapage de son rôle de garant de sécuritaire régional.

Selon le politologue sénégalais Alioune Badara Fall (2024), cette forme d' « équilibre compétitif » peut être bénéfique à condition qu'elle ne soit pas dictée de l'extérieur mais pilotée par les États sahéliens eux-mêmes. Cela impliquerait un renforcement de leur capacité de négociation et de leur autonomie dans la gestion des alliances.

2.3.3 Scénario 3 : Vers une logique sahélienne endogène et post-maghreb

Le troisième scénario, moins probable mais structurellement intéressant, envisage une émancipation progressive de l'AES vis-à-vis des puissances extérieures, qu'elles soient maghrébines, européennes ou asiatiques. Dans cette hypothèse, les régimes sahéliens, forts de leur souveraineté revendiquée, décident de réorienter leur diplomatie régionale vers des logiques purement endogènes, en consolidant l'axe AES-Côte d'Ivoire-Guinée-centrale, voire en réactivant des formes de coopération panafricaniste plus autonomes.

Dans ce contexte, le rôle du Maroc comme de l'Algérie serait recalibré, non plus comme forces d'attraction majeures, mais comme partenaires ponctuels, consultés en fonction des besoins. Le Maroc, bien que privé de certains leviers d'influence, pourrait s'adapter à cette évolution en approfondissant ses partenariats techniques et en misant sur la diplomatie éducative, énergétique ou climatique, moins politisée. L'Algérie, en revanche, pourrait voir son rôle reculer si elle continue à privilégier une approche strictement sécuritaire et centralisée. Ce scénario, s'il devait se concrétiser, exigerait un renforcement de la coopération intra-sahélienne, une stabilité politique accrue, et une capacité collective à produire une vision intégrée du développement.

Ces trois trajectoires ne sont ni exclusives ni linéaires. Le Sahel, par nature, est une région de recompositions hybrides, où les alliances se chevauchent, où les appartenances sont multiples, et où les puissances extérieures ne sont jamais totalement absentes. Pour le Maroc, comme pour l'Algérie, le défi n'est pas seulement de gagner de l'influence, mais de savoir l'adapter aux aspirations locales, sans la surdéterminer. Dans ce jeu mouvant, la diplomatie d'anticipation marocaine, ancrée dans les réseaux, les projets concrets et la patience stratégique, pourrait bien faire la différence sur le long terme.

Conclusion générale

Dans un Sahel secoué par des transitions politiques inédites, par le retrait relatif des puissances occidentales et par une volonté affirmée d'autonomie stratégique, l'émergence de l'Alliance des États du Sahel (AES) cristallise à la fois des dynamiques de rupture et des recompositions d'alliances. Le Maroc, bien qu'en retrait institutionnel de cette alliance, ne reste pas en marge. Il y projette son influence autrement : par les réseaux, par l'économie, par la formation, par la diplomatie religieuse, et surtout par une posture qui privilégie la relation de confiance sur l'alignement doctrinal.

À travers ses instruments multiples – l’OCP, l’ONEE, l’AMCI, les banques et fondations religieuses – Rabat tisse une présence diffuse mais structurante. Le Maroc opte pour une stratégie de présence souple, souvent discrète, mais potentiellement durable, fondée sur des partenariats différenciés et une diplomatie d’anticipation. Cette approche, bien que moins visible dans l’urgence, permet au Royaume de garder des canaux ouverts avec tous les acteurs, de dialoguer sans s’imposer, et d’asseoir sa crédibilité sur la continuité de son engagement. Contrairement à l’Algérie, qui tente de rattraper son retard à travers son engagement sécuritaire.

Les rencontres récentes, notamment l’audience royale accordée aux ministres sahéliens des Affaires étrangères, montrent que les lignes ne sont pas figées. Elles révèlent aussi que les régimes de l’AES eux-mêmes cherchent à ne pas se laisser enfermer dans une seule sphère d’influence. Le Maroc, dans ce jeu complexe, peut jouer le rôle d’un acteur-réseau, facilitateur, médiateur et logisticien d’un autre ordre africain en devenir.

Reste que plusieurs incertitudes demeurent : la solidité interne de l’AES, l’évolution de la rivalité algéro-marocaine, et la capacité des pays sahéliens à construire une stratégie véritablement endogène. Mais une chose est certaine : dans ce nouveau chapitre du Sahel « post-occident », le Maroc n’a pas dit son dernier mot. Il avance, à sa manière – sans bruit, sans uniforme, mais avec constance – sur une carte régionale où l’influence ne se gagne plus uniquement par les armes, mais par la confiance, la coopération et la capacité à durer.

Bibliographie

▪ Ouvrages

- I. Bathily, A. (2021). *Les dynamiques souterraines de la diplomatie africaine*. Dakar : IFAN.
- II. Diallo, B. (2023). *La résilience sécuritaire de l'AES : utopie ou réinvention ?* Ouagadougou : Centre sahélien d'études stratégiques.
- III. Marchal, R. (2024). *AES : Entre ruptures et recompositions géopolitiques*. Paris : CNRS Éditions.
- IV. Mohamedou, M. M. O. (2022). *La diplomatie dé-hiérarchisée : étude du cas marocain au Sahel*. Genève : Graduate Institute Publications.
- V. Sall, A. (2020). *Diplomatie technique et coopération Sud-Sud*. Bamako : Éditions Sahéliennes.
- VI. Wane, E. (2022). *Le jeu d'influence maghrébin au Sahel post-G5*. Dakar : WATHI.

- VII. Zoubir, Y. (2023). *L'Algérie et la nouvelle donne sahélienne : enjeux de puissance et solidarités sécuritaires*. Alger : CREAD.

Revues

- VIII. Bouquet, C. (2023). Médiations maghrébines au Sahel : entre rivalités et intermédiation. *Afrique Contemporaine*, 266(2), 45–68.
- IX. Chafer, T., & Cumming, G. (2010). From Recipients to Donors: Emerging Powers and the Changing Development Landscape. *Third World Quarterly*, 31(2), 245–260.
- X. Oumlil, K. (2021). La diplomatie modulaire du Maroc : une stratégie d'influence adaptative en Afrique. *Revue Diplomatie et Influence*, 14(1), 27–44.
- XI. Zoubir, Y., & White, G. (2016). North African Foreign Policies and the Sahel: Balancing Regional and International Interests. *The Journal of North African Studies*, 21(1), 1–23.

Rapports et documents

- XII. AMCI. (2022). *Rapport annuel 2022*. Agence Marocaine de Coopération Internationale.
- XIII. Banque africaine de développement. (2021). *État des lieux des projets d'électrification rurale au Sahel*. Abidjan : BAD.
- XIV. Banque Centrale Populaire. (2023). *Rapport annuel 2022*. Casablanca : BCP.
- XV. International Crisis Group. (2023). *The Sahel's New Military Alliances: Risks and Realignment*. Brussels : ICG.

- XVI. Institut Timbuktu. (2023). *Perceptions croisées des élites sahéliennes sur la coopération régionale*. Dakar : Timbuktu Institute.
- XVII. Institut d'Études de Sécurité (ISS Africa). (2023). *Algeria's Strategic Moves in the Sahel*. Pretoria : Institute for Security Studies.
- XVIII. Ministère de l'Énergie du Maroc. (2020). *Partenariats énergétiques stratégiques 2019–2020*. Rabat.
- XIX. OCP Africa. (2022). *Rapport d'impact social et agricole en Afrique de l'Ouest*. Casablanca : OCP Africa.
- XX. UNDP. (2023). *Regional Outlook: Peace, Development, and Fragility in the Sahel*. New York : United Nations Development Programme.